



## GRUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME

### ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME) DIRIGÉES PAR DES FEMMES: RECUEIL DES INITIATIVES D'INCLUSION FINANCIÈRE

#### APERÇU

La communication ci-après, datée du 3 octobre 2023, est distribuée à la demande du coordonnateur du Groupe de travail informel sur les MPME, l'Ambassadeur Matthew Wilson (Barbade), et des présidents du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, l'Ambassadrice Ana Patricia Benedetti (El Salvador), l'Ambassadeur Simon Manley (Royaume-Uni) et l'Ambassadrice Clara Delgado (Cabo Verde).

## 1 INTRODUCTION

1.1. Les MPME dirigées par des femmes apportent une contribution essentielle à la croissance, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté dans leurs économies nationales. Toutefois, elles n'ont pas les mêmes trajectoires de croissance que celles dirigées par des hommes. Les entreprises dirigées par des femmes sont généralement plus petites, ont une production moins efficace, sont moins bien connectées aux marchés et aux institutions et ont du mal à accéder au financement aux mêmes conditions que les entreprises dirigées par des hommes.<sup>1</sup> Les MPME dirigées ou détenues par des femmes sont particulièrement entravées par un manque d'accès aux capitaux ou aux services financiers.<sup>2</sup> La SFI estime que le déficit de financement des MPME détenues par des femmes était de 1 700 milliards d'USD en 2017 et que les femmes représentent une part disproportionnée du déficit de financement auquel se heurtent les entreprises des pays en développement.<sup>3</sup>

1.2. S'agissant de la dynamique commerciale, les MPME dirigées par des femmes sont moins engagées dans le commerce international que celles dirigées par des hommes.<sup>4</sup> Seule une entreprise exportatrice sur cinq est dirigée ou détenue par des femmes. Soutenir l'accès au financement peut contribuer à accroître la participation des MPME dirigées par des femmes au commerce international.<sup>5</sup> Accroître la participation des femmes au commerce en facilitant l'accès au

<sup>1</sup> Les définitions des termes "entreprise détenue par des femmes" et "entreprise dirigée par des femmes" sont tirées de l'Accord international d'atelier (IWA) sur la définition d'une "entreprise détenue par une femme" et sont les suivantes:

i) entreprises détenues par des femmes: entreprise détenue à plus de 50% par une ou plusieurs femmes, gérée et contrôlée par une ou plusieurs femmes, dont les documents juridiques et comptes financiers sont signés par une femme et qui est exploitée indépendamment des entreprises qui ne sont pas détenues par des femmes; ii) entreprise dirigée par des femmes: entreprise détenue à au moins 25% par une ou plusieurs femmes, gérée et contrôlée par une ou plusieurs femmes, dont le conseil d'administration, s'il y en a un, comprend au moins un tiers de femmes, dont les documents juridiques et comptes financiers sont signés par une femme et qui est exploitée indépendamment des entreprises qui ne sont ni dirigées ni détenues par des femmes.

<sup>2</sup> ITC. *Enquêtes sur la compétitivité des PME menées dans 16 pays.*

<sup>3</sup> SFI. *MSME Finance Gap.* (2017) doi:10.1596/28881.

<sup>4</sup> ITC. *Libérer l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés.* (2015) doi:10.18356/aa9eaa55-en.

<sup>5</sup> ITC. *Calcul de l'ITC sur la base des enquêtes menées dans 49 pays en développement.* (2023).

financement peut améliorer la compétitivité étant donné que les entreprises qui font du commerce sont, en moyenne, plus productives que celles qui n'en font pas.<sup>6</sup>

1.3. Le fait de remédier au déficit de financement des MPME dirigées par des femmes a de nombreux impacts positifs sur les plans économique et social et peut contribuer directement à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Le présent recueil contient un résumé non exhaustif des initiatives actuellement menées par les gouvernements et les institutions internationales et régionales qui soutiennent l'accès au financement pour les MPME dirigées par des femmes et qui contribuent à renforcer la participation des femmes à l'économie.

1.4. Le présent recueil expose en détail les problèmes communs, ainsi que les facteurs de réussite. Les problèmes communs incluent le risque perçu qu'il y a à investir dans les MPME dirigées par des femmes, la faible connaissance des notions financières chez les bénéficiaires, les taux de défaut élevés et les difficultés à dialoguer avec les femmes dans les zones reculées ou rurales. Les facteurs de réussite communs incluent une forte volonté politique, l'établissement de nouveaux partenariats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement, la présence d'institutions locales solides du secteur public ou du secteur privé et de solides cadres de suivi et d'évaluation. Il est à espérer que le présent recueil contribue à inspirer et à mettre au point des interventions spécifiques pour soutenir les MPME dirigées par des femmes et à élargir les interventions existantes.

## 2 INITIATIVES

2.1. Aujourd'hui, les gouvernements, les organisations internationales, les institutions financières et les organisations de la société civile ont pris plusieurs initiatives pour remédier à l'inégalité d'accès au financement entre les hommes et les femmes. La grande majorité des initiatives visent principalement à faciliter l'accès au financement au moyen de prêts, de dons ou d'autres sources de capitaux. En outre, un certain nombre d'initiatives prévoient un soutien non financier destiné à faciliter l'accès aux réseaux, aux marchés et aux compétences.

### 2.1 Principales initiatives menées par les gouvernements

#### 2.1.1 Argentine: système des sociétés de garantie réciproque

2.2. En 2020-2021, des garanties ont été accordées à plus de 21 000 MPME, y compris à des femmes entrepreneurs, dans le cadre du système des sociétés de garantie réciproque (SGR) de l'Argentine. En 2021, afin d'augmenter le nombre total de MPME ayant accès au système de crédit bancaire et au marché des valeurs mobilières, le gouvernement a mis en œuvre une nouvelle réglementation qui augmente le nombre minimal de MPME que les SGR doivent incorporer dans leur portefeuille chaque année et qui oblige ces sociétés à respecter un contingent de MPME dirigées par des femmes et à incorporer de nouvelles MPME dans leur portefeuille de garanties pour être autorisées à élargir leur fonds de capital-risque.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

#### 2.1.2 Australie: Aide pour le commerce en faveur de l'inclusion financière et de l'accès aux marchés

2.3. L'Australie soutient les initiatives régionales d'Aide pour le commerce qui visent à remédier aux difficultés rencontrées par les femmes au moyen des programmes suivants: 1) Pacific Trade Invest, 2) Pacific Private Sector Development Initiative IV, 3) Pacific RISE et 4) Pacific Financial Inclusion Programme. Ces programmes contribuent à remédier aux difficultés en apportant un soutien aux petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en favorisant leur stabilité financière et leur croissance et en facilitant leur entrée sur de nouveaux marchés (entre autres objectifs).

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

---

<sup>6</sup> Shu, P. et Steinwender, C., The Impact of Trade Liberalization on Firm Productivity and Innovation. *Innov. Policy Econ.* **19**, 39-68 (2018).

### **2.1.3 Australie: établissement de partenariats avec des investisseurs d'impact pour soutenir les PME détenues par des femmes**

2.4. Dans le cadre du projet "Investing in Women" du Département australien des affaires étrangères et du commerce, des partenariats sont établis avec des investisseurs d'impact pour améliorer l'accès au financement des PME détenues et dirigées par des femmes en Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam, ainsi que pour faire valoir la nécessité de disposer d'un environnement plus inclusif en matière d'investissement à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur quatre composantes. La première composante consiste en des partenariats commerciaux soutenant des coalitions de grands employeurs désireux de promouvoir l'égalité des genres sur les lieux de travail. La deuxième composante est axée sur l'investissement d'impact dans le cadre de partenariats avec des investisseurs afin d'améliorer l'accès des PME au financement. La troisième composante concerne les partenariats gouvernementaux, qui impliquent de travailler avec les gouvernements pour accélérer l'égalité des genres sur le lieu de travail grâce à des politiques et à des législations plus soucieuses de cette égalité. La quatrième composante concerne la promotion et la communication.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.4 Barbade: Cadre de politique nationale pour le développement des MPME**

2.5. Le pilier 2 du Cadre de politique nationale de la Barbade pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises concerne l'accès au financement. Les objectifs de ce pilier consistent à diminuer la quantité élevée de formalités administratives que doivent accomplir les MPME pour accéder au financement, à renforcer le cadre d'atténuation des risques pour améliorer l'accès au financement et à créer des possibilités de financement alternatif et innovant pour les MPME ou à élargir les possibilités existantes. Élaboré en 2016, le Cadre de politique nationale reconnaît que les femmes jouent un rôle économique important et cherche à assurer leur égalité et l'équité des possibilités entre les MPME détenues par des femmes et celles détenues par des hommes en identifiant les facteurs qui limitent la participation des femmes au commerce, en renforçant les capacités, en facilitant la formation, en élaborant des outils et des services de soutien pour faciliter l'innovation et en créant des possibilités d'entreprise et d'emploi spécifiques pour les femmes avec un financement proportionnel.

Source: <https://www.barbadosparliament.com/uploads/sittings/attachments>.

### **2.1.5 Canada: inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises**

2.6. Le projet du Canada relatif à l'inclusion financière vise à promouvoir la prospérité économique des femmes et des hommes à faible revenu en Haïti et en République démocratique du Congo en leur permettant d'accroître leurs revenus et leur épargne et d'améliorer leurs moyens d'existence et leur qualité de vie. Les activités du projet comprennent: 1) l'augmentation du nombre de personnes, en particulier de femmes, qui bénéficient de services financiers grâce à une augmentation du nombre de succursales et d'agents bancaires et à des possibilités de formation, 2) l'augmentation de l'utilisation des services financiers par les MPME, en particulier celles qui sont contrôlées par des femmes, 3) l'augmentation de l'utilisation des services financiers agricoles par les entrepreneurs agricoles en Haïti et 4) l'amélioration de l'accès aux services d'épargne mobiles et à l'assurance médicale pour les personnes à faible revenu, en particulier les femmes en République démocratique du Congo. En septembre 2021, les résultats ci-après avaient été obtenus: 1) 438 000 personnes à faible revenu ont pu accéder à des services financiers en République démocratique du Congo et en Haïti (36% de femmes); 2) le prêt "Just for Her", destiné aux micro, petites et moyennes entreprises contrôlées par des femmes, a été lancé en République démocratique du Congo. Depuis son lancement en mars 2021, 6,6 millions d'USD ont été distribués à 1 001 femmes; 3) en Haïti, le prêt agricole reste un succès, le nombre de bénéficiaires ayant doublé en quatre ans pour atteindre un total cumulé de 2 080, dont 83% sont des femmes qui travaillent dans la chaîne de valeur agricole; et 4) au total, plus de 216 000 clients ont reçu une formation financière (65% de femmes).

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### 2.1.6 Colombie: Fonds pour les femmes entrepreneurs

2.7. Créé par décret, le Fonds pour les femmes entrepreneurs (Fondo Mujer Emprende) a été lancé en février 2021 par la Colombie. Son objectif est de financer les entreprises de femmes et de renforcer les capacités de ces dernières. Il vise à contribuer à combler les lacunes auxquelles les femmes sont confrontées lorsqu'il s'agit de créer une entreprise par les moyens suivants: 1) facilitation de l'accès au financement, 2) création de projets de production rentables, durables, évolutifs et offrant des emplois de qualité, 3) utilisation des TIC, 4) élimination des obstacles à l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et 5) renforcement des réseaux de contact pour la commercialisation. Les secteurs prioritaires pour les femmes rurales sont les suivants: avocat, cacao, café, canne à sucre, élevage et artisanat. La mode, le tourisme et les produits alimentaires transformés, entre autres, sont des secteurs prioritaires pour les femmes urbaines. Les ressources du Fonds proviennent du budget national, de la coopération internationale et du secteur des entreprises et servent à soutenir les femmes entrepreneurs.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### 2.1.7 Colombie: Fonds pour le financement du secteur agricole

2.8. Le Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO) finance la production, la commercialisation, la transformation et les services d'appui pour l'agriculture, l'élevage, la pêche, la pisciculture, la sylviculture et les activités rurales, y compris l'artisanat, le tourisme rural, la transformation des métaux précieux et des pierres gemmes et l'exploitation minière. Les prêts sont destinés à tous les producteurs qui sont des personnes physiques ou morales classées et définies par le FINAGRO comme étant des petits producteurs, des producteurs moyens ou des grands producteurs, des femmes rurales à faible revenu ou des MPME. Les taux d'escompte et d'intérêt dont sont assortis les crédits dépendent de la catégorie à laquelle appartient le producteur qui demande le prêt, selon la classification du FINAGRO. Les conditions et les délais de grâce pour les prêts accordés par le FINAGRO dépendent du cycle de production de l'activité à financer. Pour qu'un demandeur puisse bénéficier d'un prêt du FINAGRO, il faut que 75% de ses actifs totaux soient investis dans le secteur agricole ou que les deux tiers de ses revenus proviennent de ce secteur. Les lignes de crédit du FINAGRO offrent divers avantages à l'agriculteur, notamment l'accès à un prêt à un taux d'intérêt plafonné, qui est plus bas pour les petits producteurs ou les producteurs vulnérables. En outre, le FINAGRO encourage les intermédiaires financiers à accorder des prêts aux agriculteurs. Cette incitation est fondée sur l'écart entre le taux d'intérêt maximal pour chaque catégorie de producteurs et le taux de réescompte accordé par le FINAGRO à l'intermédiaire financier. Cet écart, ou marge d'intermédiation, varie entre 7,5 et 12 points de pourcentage, selon la catégorie de producteurs.

### 2.1.8 Colombie: Pacte pour la Colombie

2.9. Le Plan national de développement de la Colombie (2018-2022), intitulé "Pacte pour la Colombie", comprend un chapitre sur l'égalité des genres, le Pacte XIV pour l'égalité des genres. La ligne G du Pacte pour l'égalité des genres considère les femmes rurales comme des acteurs de la transformation de l'espace rural. Le Pacte garantit l'inclusion de ces femmes dans les processus de planification sociale et de planification de la production, la fourniture de services de vulgarisation agricole et l'accès au crédit en vue de parvenir à un développement rural équitable. Dans le cadre du Pacte, le Ministère de l'agriculture encourage à la fois l'épargne et l'accès aux instruments de crédit. Il soutient en particulier l'inclusion des agriculteurs familiaux et des petits producteurs par l'intermédiaire du Fonds de garantie agricole (Fondo Agropecuario de Garantías – FAG), ainsi que d'alliances avec le Ministère de l'environnement et du développement durable visant à encourager les versements en faveur des services environnementaux et le ciblage des ressources pour l'élaboration de projets durables dans le cadre de la politique de croissance verte. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural coordonnera également les stratégies visant à offrir une formation économique et financière pertinente et efficace aux femmes dans les régions rurales.

### 2.1.9 Colombie: soutien juridique pour l'accès préférentiel au crédit

2.10. La Loi n° 731/02 de la Colombie donne expressément la priorité aux femmes rurales. L'article 9 a permis de créer des lignes de crédit assorties de taux préférentiels pour ces femmes. Il a ouvert l'accès au Fonds de garantie agricole (FAG) afin d'aider les femmes entrepreneurs à accéder

au crédit pour les activités de production. Les Résolutions n° 1 et n° 6/02 de la Commission nationale de crédit agricole déterminent l'accès au crédit en fonction des ressources du Fonds pour le financement du secteur agricole (FINAGRO). Des conditions sont établies pour l'accès aux crédits et aux garanties du FAG (Fonds de garantie agricole) et le FINAGRO est autorisé à ouvrir des lignes de crédit pour financer les activités rurales des femmes. La Loi n° 823/03 autorise le crédit pour les femmes et le soutien des mères célibataires défavorisées pour l'élaboration de projets de production.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

#### **2.1.10 Côte d'Ivoire: Fonds de crédit pour le lancement et le développement des entreprises de femmes**

2.11. Le Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) vise à permettre aux femmes du pays de créer ou de développer des projets générateurs de revenus en leur offrant un accès au crédit à des taux préférentiels. Les femmes âgées de 21 ans ou plus ayant un projet de ce type peuvent demander un prêt auprès des institutions de microfinance partenaires. Trois types d'instruments de crédit sont disponibles: le crédit pour les femmes qui en sont au stade initial de leur projet générateur de revenus, le crédit pour les femmes qui mettent déjà en œuvre leur projet et le crédit collectif pour les groupes de femmes et les ONG de femmes. Depuis son lancement, le FAFCI a soutenu 250 000 femmes de diverses régions en Côte d'Ivoire et affiche un taux de remboursement des prêts de 97%.

2.12. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique et l'efficacité des institutions locales de microfinance. Le FAFCI est soutenu par le Cabinet du Président et la Première Dame. Avec le soutien du gouvernement, le budget initial du FAFCI a été porté de 2 millions d'USD à 8 millions d'USD. Le Cabinet du Président entend faire passer le budget à 40 millions d'USD en 2025. Outre le gouvernement et son soutien, les institutions locales de microfinance sont des partenaires clés pour ce projet. Elles sont responsables des fonds pour le logement et aident les femmes à ouvrir leurs propres comptes bancaires et à gérer leurs prêts.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

#### **2.1.11 Équateur: améliorer l'accès au financement pour les femmes rurales**

2.13. BanEcuador, une banque nationale de développement équatorienne, a créé deux produits financiers destinés spécifiquement aux femmes: *Credito Super Mujer* et *Credito Mujer Emprendedora*. *Credito Super Mujer* est destiné aux femmes du secteur agricole qui cherchent à financer leurs activités agricoles. *Credito Mujer Emprendedora* vise à financer l'achat d'actifs fixes et le fonds de roulement pour les femmes entrepreneurs dans les secteurs de la production, du commerce et des services.

2.14. En 2021, BanEcuador a accordé des crédits aux femmes pour un montant total de 187,2 millions d'USD. Cela représentait 42,51% du crédit total accordé par BanEcuador sur l'ensemble de ses lignes de crédit. Au total, 69 813 opérations de crédit pour les femmes ont été générées. Au titre du *Credito Super Mujer*, des prêts ont été accordés aux femmes entrepreneurs qui gèrent des exploitations agricoles ou des jardins familiaux. En 2021, 9 285 prêts, pour un montant d'environ 23 millions d'USD, ont été accordés à 9 259 femmes.

2.15. Les difficultés de mise en œuvre incluent l'éloignement géographique de la population rurale, le manque de confiance dans les institutions bancaires, la pauvreté en milieu rural et l'inégalité des genres. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique, en particulier de la part de BanEcuador et du Ministère de l'agriculture, ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats et de nouvelles synergies entre BanEcuador, le Ministère de l'agriculture, ONU-Femmes et le projet ProAmazonia du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Ministère de l'environnement.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

#### **2.1.12 Union européenne: fonds renouvelable pour l'accès au crédit sans intérêts**

2.16. Le Fonds pour les femmes entrepreneurs (WEF) de l'Union européenne fournit aux groupements de femmes des crédits sans intérêts pour le développement de leurs entreprises. Afin

de garantir la réussite de leurs entreprises prioritaires et le remboursement intégral des fonds, les groupements de femmes doivent comporter 10 à 15 membres. En outre, des fonds sont alloués aux femmes à titre de soutien institutionnel et les groupements bénéficiaires reçoivent une formation de base en comptabilité, entre autres projets de développement des compétences en gestion entrepreneuriale et commerciale.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.13 Fidji: promouvoir la croissance durable des PME**

2.17. En 2002, les Fidji ont adopté la Loi sur le développement des micro et petites entreprises et ont créé le Centre national pour le développement des petites et moyennes entreprises (NCSMED) afin de soutenir la croissance durable des PME, ainsi que l'investissement et des emplois valorisants dans ces entreprises. Le NCSMED met en œuvre des programmes de soutien aux entreprises qui visent à améliorer les compétences des bénéficiaires et l'élaboration des produits et à faciliter l'accès au financement. Une partie de cette formation est spécifiquement destinée aux femmes commerçantes.

2.18. La formation en question a été dispensée dans 13 grandes régions aux Fidji, ce qui a profité à 832 communautés et villages. Les entrepreneurs participants ont fait état d'une amélioration en termes de gamme, de qualité et de volume des ventes. Le gouvernement fournit un soutien important afin que le NCSMED continue à mettre en œuvre ces programmes de formation et à aider les entrepreneurs. Les organisations internationales ont reconnu l'importance du NCSMED et ont établi des partenariats afin de dispenser une formation spécialisée aux femmes impliquées dans des projets agricoles spécifiques. Cette formation est très demandée car elle est adaptée aux besoins des participants.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.14 Guyana: Women of Worth**

2.19. Women of Worth (WOW) est un programme de microfinancement établi en 2010 par une loi du Parlement dans le but d'aider les mères célibataires du Guyana à créer ou à développer leur propre MPME. Il s'agit d'un partenariat public-privé entre le gouvernement du Guyana, par l'intermédiaire du Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale, et une banque commerciale privée, la Guyana Bank for Trade and Industry (Banque pour le commerce et l'industrie du Guyana). Les entreprises multisectorielles ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de ce programme. Les secteurs visés incluent l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, la santé et la beauté, l'artisanat, la garde d'enfants, la création et la mode, et la confection. Dans le cadre du programme WOW, les femmes – des mères célibataires qui gagnent moins de 195 USD par mois – peuvent obtenir des prêts d'un montant maximal de 1 200 USD. Le taux d'intérêt est de 6% par an et le délai de remboursement maximal est de 24 mois. Entre janvier 2011 et mai 2015, 3 422 prêts ont été accordés à 3 296 femmes, parmi lesquelles certaines avaient déjà bénéficié d'un prêt. Le montant total des prêts accordés pendant cette période s'est élevé à 1,85 million d'USD.

2.20. Plusieurs difficultés ont entravé la mise en œuvre du programme WOW, y compris la concentration des emprunteurs dans les zones urbaines, un faible taux de survie des entreprises et des prescriptions excessives en matière de documentation pour l'octroi des prêts. Les mesures prises pour remédier à ces difficultés incluent les suivantes: intensification des efforts de mobilisation pour élargir la couverture géographique des prêts, programmes de mentorat et de soutien pour accroître le taux de survie des entreprises, et soutien fourni par des agents de crédit pour l'élaboration des documents.

2.21. Les facteurs de réussite du programme WOW incluent la volonté politique, l'engagement des bénéficiaires et l'établissement de nouveaux partenariats. Le programme WOW a bénéficié d'un soutien bipartite du Parlement, de conseils et de possibilités de mentorat qui encouragent la participation, ainsi que d'un partenariat public-privé entre le Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale et la Guyana Bank for Trade and Industry.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.15 Kenya: un crédit abordable pour améliorer la vie des femmes**

2.22. En 2007, le gouvernement kényan a créé le Fonds pour le développement des entreprises dirigées par des femmes afin de permettre aux femmes entrepreneurs d'obtenir des crédits abordables. Le Fonds offre des prêts non garantis, des prêts sans intérêts et d'autres services (comme le renforcement des capacités en matière de commercialisation et de réseautage) pour les femmes d'affaires. Un partenariat a également été établi avec Safaricom afin d'offrir des services bancaires mobiles pour le remboursement des prêts et d'autres services connexes. Dans le cadre du Fonds, des prêts ont été octroyés à plus de 1,6 million de bénéficiaires dans l'ensemble des 47 comtés du Kenya, le montant total de ces prêts s'étant élevé à 16 653 170 580 KES (environ 157 millions d'USD). Un groupe de femmes ayant reçu un financement du Fonds a fait état des résultats suivants: meilleure nutrition des membres de leurs familles, foyers stables grâce à des revenus fiables, projets additionnels assurant la diversité des revenus, meilleur accès aux soins de santé et aux prestations connexes, meilleur logement et capacité de payer les frais de scolarité.

2.23. Les difficultés qui entravent le fonctionnement du Fonds incluent le faible taux d'adhésion dans certaines régions, le manque de connaissances financières, des taux de défaut élevés, des problèmes de transport public, l'insécurité régionale, le manque de confiance en soi des participants, les sécheresses et le manque de partenaires adéquats dans les comtés éloignés. La volonté politique, l'établissement de nouveaux partenariats et le déploiement de la technologie ont tous été cités comme des facteurs de réussite.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.16 Malawi: promouvoir la transition des femmes du secteur informel avec un fonds de crédit**

2.24. Afin d'atténuer les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes pour accéder au crédit, comme le manque d'accès à des garanties, le Malawi a mis en place un fonds de crédit ciblé qui offre des possibilités aux femmes entrepreneurs. Le Ministère des questions de genre est la principale institution chargée de coordonner et de fournir une assistance technique, en collaboration avec certaines banques commerciales, qui accordent des prêts et les administrent. En complément du financement, les MPME détenues par des femmes bénéficient d'une formation axée sur le renforcement des capacités. Le fonds s'appuie sur une approche collective pour faire en sorte que les groupements ou associations se surveillent mutuellement afin de réduire le risque de défaut. Cette initiative n'a pas encore été pleinement mise en œuvre en raison des retards dans le déblocage du capital d'amorçage par le Trésor national. Ce fonds a pu être créé grâce à un partenariat public-privé étroit entre le gouvernement du Malawi et les banques commerciales.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.17 Malaisie: financement pour les femmes en milieu rural**

2.25. Le MARA (Conseil de tutelle pour la population), un organisme public, offre un programme de prêts spécifiquement conçu pour les femmes. Cette initiative vise les femmes rurales, notamment celles qui sont les plus vulnérables en Malaisie. Elle ne requiert qu'un seul garant et est ouverte aux entreprises qui opèrent uniquement en ligne. Le MARA accorde des prêts d'un montant compris entre 10 000 MYR et 50 000 MYR. Il dispense aussi des cours d'entrepreneuriat pour les participants au programme de prêts afin de favoriser une utilisation fructueuse des prêts.

2.26. Ce programme de prêts a permis à 417 femmes dans l'ensemble de la Malaisie de créer ou de développer leur entreprise. Depuis 2017, le programme a alloué 11,8 millions de MYR sur les 25 millions initialement prévus, dont 5 millions ont été utilisés pour dispenser une formation à l'entrepreneuriat aux femmes participant au programme de prêts.

2.27. La plupart des requérants ont une formation commerciale très limitée. Il a été remédié à cela par un renforcement des capacités en complément du financement. Le succès global du programme dépend de la volonté politique et de la portée du MARA. La Ministre du développement rural (une femme) a soutenu le programme. Le MARA dispose de bureaux d'État dans tout le pays, ce qui facilite l'accès des femmes rurales à l'information et aux ressources financières.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### 2.1.18 Maldives: instruments financiers adaptés aux PME

2.28. La Société de financement du développement des PME (SDFC) a été créée en tant qu'institution financière spécialisée pour fournir des produits financiers et des services auxiliaires aux MPME et aux jeunes entreprises aux Maldives. La SDFC octroie 25% des prêts de son portefeuille à des femmes, à des jeunes et à des personnes handicapées. Elle accorde trois grands types de prêts: un prêt destiné aux jeunes entreprises (prêt Fashaa Viyafaari), un prêt aux producteurs agricoles (prêt Dhanduveri Nafaa) et un prêt au redressement après la COVID-19 (prêt Viyafaari Ehee). Des prêts ont été accordés en réponse à 39 demandes au titre du programme de prêts aux jeunes entreprises, pour un montant de 18,04 millions de MVR, ainsi que 4 prêts au titre du programme de prêts à l'agriculture, pour un montant de 985 400 MVR. Au total, 576 demandes présentées par des femmes ont été approuvées dans le cadre du programme de prêts au redressement après la COVID-19, pour un montant de 117,4 millions de MVR.

2.29. Les facteurs qui ont permis les opérations de financement de la SDFC incluent la volonté politique, l'engagement des requérants et l'établissement de nouveaux partenariats. Le capital de la SDFC est imputé sur le budget du gouvernement national, ce qui témoigne de la volonté du pays d'œuvrer en faveur du développement des PME. Le nombre élevé de demandes émanant à la fois des MPME existantes et des jeunes entreprises montre clairement l'intérêt et le besoin des requérants. Soulignant l'importance du développement des partenariats, la SDFC travaille en collaboration avec diverses organisations nationales, y compris la Business Center Corporation (BCC), la société AgroNet et les ministères compétents pour élaborer des produits destinés aux secteurs prioritaires.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### 2.1.19 Mexique: soutenir les femmes entrepreneurs avec des produits financiers ciblés

2.30. Au Mexique, la Nacional Financiera (NAFIN) intègre les questions de genre dans les produits de crédit afin d'aider les femmes entrepreneurs à développer leurs activités. La NAFIN a mis en place deux produits financiers destinés aux femmes entrepreneurs: Mujeres Empresarias et Mujeres Régimen de Incorporación Fiscal (RIF)-Crecamos Juntas. Les deux offrent des prêts assortis de conditions préférentielles pour favoriser la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises détenues par des femmes.

2.31. Mujeres Empresarias offre aux entreprises détenues par des femmes un montant maximal de 5 millions de MXN (251 000 USD) pour le fonds de roulement et l'acquisition d'actifs fixes. Ce produit ne nécessite aucune garantie pour les prêts allant jusqu'à 2,5 millions de MXN (125 000 USD). Mujeres RIF-Crecamos Juntas est destiné aux femmes enregistrées auprès du RIF et offre des prêts d'un montant allant jusqu'à 300 000 MXN (15 000 USD) pour le fonds de roulement et l'acquisition d'actifs fixes. Les deux produits ont une portée nationale. Entre 2015 et 2021, 20 234 prêts ont été accordés, pour un montant total de 26 184 millions de MXN (132 millions d'USD). Parmi ceux-ci, 16 152 prêts ont été accordés à des entreprises dirigées par des femmes.

2.32. L'une des difficultés rencontrées dans la mise en place de ces produits financiers a été de faire accepter ces derniers par les banques commerciales. Pour surmonter cette difficulté, les banques participantes ont été sensibilisées à la nécessité d'offrir des produits financiers différenciés pour les femmes entrepreneurs, sur la base de statistiques concrètes. La volonté politique à l'origine de la coordination des institutions nationales, l'établissement de nouveaux partenariats entre les institutions nationales et les banques privées, et la solidité des institutions locales, y compris les banques commerciales, ont été des facteurs de réussite essentiels.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### 2.1.20 Nouvelle-Zélande: soutenir les femmes exportatrices au moyen d'activités axées sur le renforcement des capacités et l'investissement

2.33. New Zealand Trade and Enterprise (NZTE), en partenariat avec Te Taurapa Tuhono, organise les activités ci-après pour soutenir les femmes exportatrices: InvestHer Showcase et women in Export Leadership. InvestHer Showcase est une plate-forme permettant aux entreprises dirigées par des femmes d'attirer des investissements en présentant leurs idées aux investisseurs. Ces entreprises bénéficient d'un accompagnement pour élaborer et présenter leur argumentaire. Chaque



année, une organisation partenaire différente de l'écosystème de l'investissement est choisie pour organiser l'activité et assurer la participation des investisseurs. Women in Export Leadership est une initiative de réseautage permettant aux femmes exportatrices de partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de participation au commerce. Les activités en ligne durent une heure, la première demi-heure étant consacrée à une femme qui partage son expérience en matière d'exportation et la deuxième demi-heure, aux questions/observations concernant cette expérience. Les activités en présentiel sont plus longues et comprennent une demi-heure supplémentaire dédiée au réseautage, suivie d'un exposé et d'un temps dédié aux questions et observations. Deux activités Showcases InvestHer ont été organisées au cours des trois dernières années. Lors de la dernière en date, six femmes entrepreneurs ont obtenu des investissements pour un montant total de plus de 6,6 millions de NZD.

2.34. NZTE a rencontré deux grandes difficultés: faire en sorte que le langage utilisé lors des activités InvestHer et Women in Export Leadership soit axé sur la force et faire face aux réticences concernant la nature exclusivement féminine de ces activités. Les facteurs de réussite incluent la solidité des institutions locales – y compris les investisseurs qui sont disposés à accroître la représentation des femmes dans leurs portefeuilles –, ainsi que la volonté politique de NZTE elle-même.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.21 Rwanda: prêts garantis par le gouvernement**

2.35. Pour garantir un financement aux femmes entrepreneurs, le gouvernement rwandais, dans le cadre du Fonds de développement des entreprises, a créé le Fonds de garantie pour les femmes, qui couvre entre 50 et 75% des garanties exigées par un établissement de crédit. Les femmes sont soutenues dans leurs demandes de prêt et, si le projet est considéré comme viable, l'institution financière demande une garantie de crédit pour le prêt au Fonds de garantie pour les femmes. Le montant garanti maximal est de 500 millions de RWF pour les projets agricoles et de 300 millions de RWF pour les autres secteurs, avec une durée de remboursement de 10 ans. À ce jour, le Fonds de garantie pour les femmes a accordé 89 212 654 691 RWF (environ 93 millions d'USD) à plus de 40 000 femmes pour favoriser l'accès au financement.

2.36. La principale difficulté rencontrée par le Fonds de garantie pour les femmes est le manque général de compréhension des objectifs et du fonctionnement du Fonds par les femmes entrepreneurs. Certaines pensaient que le Fonds octroyait des dons plutôt que des prêts. Ce malentendu a entraîné des défauts de paiement. Pour remédier à cela, les institutions organisatrices ont mené des campagnes de sensibilisation conjointes afin de faire en sorte que les femmes comprennent la nature des possibilités de financement et leurs obligations et responsabilités en matière de financement. Plus généralement, le Fonds a atteint ses objectifs grâce à une forte volonté politique, comme en témoigne la part de ses ressources qui est tirée du budget ordinaire de l'État et l'engagement des partenaires tant du secteur public que du secteur privé.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.22 Sénégal: soutenir l'entrepreneuriat féminin par la microfinance**

2.37. Le gouvernement du Sénégal a créé le Fonds national de crédit pour les femmes (FNCF) afin de promouvoir l'accès des femmes au microfinancement. Le FNCF a mis en place une ligne de crédit et un système de financement pour les activités des organisations de femmes visant à: développer des activités productives et génératrices de revenus, renforcer les capacités de gestion grâce à la formation, inciter les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat formel, créer des pépinières de projets dans des niches de marché porteuses et contribuer à la lutte contre la féminisation de la pauvreté. Le FNCF a mobilisé plus de 2,5 milliards de XOF pour les femmes bénéficiaires. Plus de 3 000 femmes ont reçu un soutien financier, tandis que 2 387 femmes supplémentaires ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités et d'un soutien technique à la gestion des projets.

2.38. Le FNCF a été soutenu par la volonté politique, l'implication des bénéficiaires dans les processus de gestion des nouveaux prêts et l'établissement de nouveaux partenariats. Il bénéficie d'une subvention annuelle accordée par le gouvernement du Sénégal. Cette subvention contribue au maintien du fonctionnement du FNCF. La plupart des bénéficiaires de prêts sont rassemblés en groupements qui fournissent un refinancement à tous les membres actifs et assurent le

remboursement intégral du prêt. Chaque groupement est bien structuré et comprend un président, un trésorier, un secrétaire et un auditeur. Enfin, l'existence d'un réseau étendu de partenaires financiers permet d'atteindre un maximum de cibles dans tout le pays.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.23 Sénégal: accès au financement pour les femmes**

2.39. Le Fonds national de promotion de l'entrepreneuriat féminin (FNPEF) est un organisme public qui fournit aux femmes un accès à des ressources financières pour les aider à mener des activités génératrices de revenus. Le FNPEF vise à fournir des services financiers pour accroître l'accès des femmes au financement, ainsi qu'une assistance technique et non financière aux femmes par la formation, le réseautage et la diffusion de renseignements. Il est financé sur une base annuelle par le budget de l'État. Le FNPEF s'est employé à accroître la participation des femmes à ses activités en incluant un réseau de femmes dans son comité directeur.

2.40. Le FNPEF a rencontré des difficultés pour atteindre les femmes, en particulier dans les zones rurales. Il a été remédié à ces difficultés en établissant des partenariats avec des compagnies d'assurance, ce qui a permis au Fonds de se développer et de toucher davantage de femmes dans ces zones. Le suivi et l'évaluation deviennent difficiles pour le FNPEF. Pour remédier à cela, le suivi se fait au moyen de visites régulières sur place. Après les visites sur place, des feuilles de route sont élaborées pour examiner les problèmes et solutions éventuels.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.24 Seychelles: subventions d'aide au démarrage des jeunes entreprises dirigées par des femmes**

2.41. Le Programme de subventions au capital d'amorçage des Seychelles vise à favoriser le développement d'entreprises plus compétitives et plus résilientes et fournit un capital d'amorçage aux entreprises de moins de trois ans. En 2017, ce programme était administré par le Département de l'industrie et de l'entrepreneuriat. En 2018, son administration a été confiée à l'Agence pour les entreprises des Seychelles (ESA). Les jeunes entreprises admissibles peuvent recevoir jusqu'à 50 000 SCR (environ 3 600 USD) chacune à titre d'aide pour les premières phases de leur développement. Le Comité du capital d'amorçage, qui relève de l'Agence pour les entreprises des Seychelles, administre le Programme. Il se compose de représentants du Département de l'industrie et de l'entrepreneuriat, du Ministère des finances, du commerce, de l'investissement et de la planification économique et de l'Institut national de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que de membres du secteur privé. En 2017, 278 subventions au total ont été octroyées dans divers secteurs tels que l'agriculture, le nettoyage, la maintenance, la pêche, le secteur manufacturier et l'artisanat – 54% des bénéficiaires étaient des femmes.

2.42. Ce programme a rencontré un certain nombre de difficultés, y compris les faibles taux d'alphabétisation des requérants, l'absence de rapports de mise en conformité, une mauvaise administration et une mauvaise application du Programme, un manque de clarté concernant les responsabilités des membres du Comité et l'absence de mécanismes de recours. Les mesures prises pour remédier à ces difficultés incluent les suivantes: aide à la rédaction et à la présentation des demandes, fourniture de services consultatifs aux bénéficiaires pour aider à l'établissement des rapports de mise en conformité, désignation de l'Agence pour les entreprises des Seychelles comme nouvelle autorité compétente, révision des structures de gouvernance du Comité et inclusion d'un mécanisme de recours. La mise en œuvre du Programme de subventions a été facilitée par la volonté politique et l'engagement du gouvernement des Seychelles.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.25 Afrique du Sud: donner accès au financement et favoriser le développement de l'industrie et des marchés d'exportation**

2.43. Le Fonds pour les femmes de l'Afrique du Sud fournit un financement abordable, utilisable et adapté aux entreprises pour accélérer le développement économique des femmes. Il vise les entreprises formellement enregistrées détenues à 50% + 1 part et/ou gérées par des femmes. Le

Fonds soutient les jeunes entreprises et les entreprises en expansion. Bien qu'il ne vise pas spécialement les secteurs d'exportation, il peut bénéficier aux femmes travaillant dans ces secteurs.

2.44. Le Programme d'aide sectorielle (SSAS) de l'Afrique du Sud vise à développer le secteur industriel et à élargir la base d'exportation. Il cible les facteurs qui limitent la croissance des exportations et soutient la participation des femmes au secteur des exportations (entre autres groupes). Il s'agit d'une subvention à coûts partagés (80/20) pour les projets destinés à développer certains secteurs, à trouver de nouveaux marchés d'exportation et à promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

#### **2.1.26 Suisse: services de conseil aux institutions financières**

2.45. Le programme "Women Banking Champions" de la Suisse vise à améliorer l'accès aux services financiers pour les femmes et les femmes entrepreneurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord grâce à la fourniture de services de conseil aux institutions financières (banques et établissements de microfinance). Plus précisément, ce programme aidera les intermédiaires financiers des principaux marchés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à se positionner comme champions bancaires pour les femmes, ce qui aura un effet d'entraînement sur leurs marchés respectifs. Le soutien fourni aidera les institutions financières à élargir leurs offres, y compris les services financiers et non financiers, comme les possibilités de réseautage et les formations destinées aux femmes clientes. Ce projet vise indirectement à améliorer l'autonomisation économique des femmes et les conditions de l'activité des entreprises pour les femmes de la région.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

#### **2.1.27 Togo: Fonds national de la finance inclusive**

2.46. Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) du Togo a été créé en 2014 pour renforcer la capacité financière et opérationnelle des fournisseurs de services financiers décentralisés afin de répondre de manière permanente aux besoins de produits financiers locaux exprimés par les communautés qui n'ont pas accès aux services financiers traditionnels. Le FNFI offre des prêts destinés à soutenir et encourager les activités génératrices de revenus (petit commerce, agriculture, artisanat, etc.) chez les femmes et les hommes. Au 21 juillet 2023, plus de 1,8 million de personnes issues de toutes les couches sociales et économiques avaient bénéficié de prêts accordés via 13 produits de financement; le taux de remboursement s'est élevé à 94,76%. Bien que le nombre de bénéficiaires évolue, les autorités togolaises maintiennent leur objectif pour 2025, à savoir atteindre 255 000 bénéficiaires supplémentaires d'ici à cette année-là.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

#### **2.1.28 Tunisie: services d'assistance aux femmes entrepreneurs**

2.47. Le Fonds d'appui à la compétitivité et au développement des exportations (TASDIR+) de la Tunisie vise à promouvoir les exportations en offrant divers services de soutien et d'assistance, tels que des subventions partielles avec cofinancement non remboursable pour les entreprises individuelles et les associations commerciales. Il donne la préférence aux entreprises dirigées par des femmes (entre autres).

#### **2.1.29 Ouganda: promouvoir le crédit abordable et l'éducation financière**

2.48. Le Programme de l'Ouganda pour l'entrepreneuriat féminin (UWEP) vise à améliorer l'accès aux services financiers pour les femmes et à doter ces dernières des compétences nécessaires à la croissance de leur entreprise, à la création de valeur ajoutée et à la commercialisation de leurs produits et services. Ce programme est mis en œuvre sous la forme d'un programme continu relevant du Ministère de l'égalité des genres, du travail et du développement social (MGLSD). Il vise à remédier aux difficultés rencontrées par les femmes dans la conduite d'entreprises économiquement viables. L'un des quatre objectifs clés du Programme est d'offrir un crédit

abordable et de favoriser l'accès à d'autres services financiers pour permettre aux femmes d'établir et de développer leurs entreprises commerciales. Le Programme a donné naissance au Fonds pour les femmes entrepreneurs (WEF), qui fournit aux groupements de femmes des crédits sans intérêts sous la forme de fonds renouvelables pour le développement de leurs entreprises. Les femmes doivent constituer des groupements de 10 à 15 membres pour garantir le succès de leur entreprise prioritaire et le remboursement intégral des fonds. En outre, des fonds sont alloués aux femmes à titre de soutien institutionnel et les groupements bénéficiaires reçoivent une formation de base en comptabilité, entre autres activités de développement des compétences en gestion entrepreneuriale et commerciale.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.30 Royaume-Uni: Code de l'investissement en faveur des femmes**

2.49. Le Code de l'investissement en faveur des femmes est un engagement pris pour améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux outils, aux ressources et au financement au Royaume-Uni. Dans ce code, les établissements signataires offrant des services financiers (215 actuellement) s'engagent à promouvoir l'entrepreneuriat féminin: 1) en désignant un membre de l'équipe de direction qui sera chargé de promouvoir l'égalité des genres, 2) en améliorant la transparence des données des entreprises de services financiers concernant le soutien fourni aux femmes entrepreneurs et 3) en adoptant des pratiques internes permettant d'améliorer l'accès des femmes entrepreneurs au financement. Les signataires du Code (banques, investisseurs providentiels et fonds de capital-risque, entre autres) gèrent des actifs représentant plus de 1 000 milliards de GBP. Le Code de l'investissement en faveur des femmes continue de prendre de l'ampleur. Suite à la hausse du nombre de signataires, l'ensemble de données ventilées par genre augmente et couvre une proportion plus importante du marché. Grâce au Code, davantage d'établissements se sont engagés à aider les MPME détenues par des femmes à accéder au financement et à réduire l'écart entre les hommes et les femmes.

2.50. Le Royaume-Uni soutient l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs (We-Fi). Il s'agit d'un partenariat coordonné par la Banque mondiale regroupant 14 gouvernements, 6 banques multilatérales de développement et d'autres partenaires. Reprenant étroitement le Code du Royaume-Uni, l'Initiative We-Fi élabore un Code de financement en faveur des femmes entrepreneurs. Cette initiative vise à amener les institutions financières du monde entier à exercer un suivi régulier du financement accordé aux MPME détenues par des femmes et à prendre des mesures pour accroître ce financement.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.31 États-Unis: stratégie pour la sécurité économique des femmes dans le monde**

2.51. La Stratégie des États-Unis pour la sécurité économique des femmes dans le monde (janvier 2023) vise à: 1) accroître la disponibilité des produits et services financiers (épargne, crédit, investissement et assurance) adaptés aux besoins uniques des femmes et des femmes entrepreneurs – y compris l'assurance, le crédit aux microentreprises et le crédit agricole (entre autres), 2) favoriser l'accès à la propriété et à la terre, 3) promouvoir le financement de l'action climatique en faveur de l'égalité des genres et 4) encourager le recours à la finance numérique.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.32 Zambie: favoriser la participation financière des femmes grâce à des stratégies inclusives**

2.52. Le Ministère zambien des finances a incorporé les questions de genre dans sa Stratégie nationale d'inclusion financière (2017-2022) et dans la Stratégie nationale pour l'éducation financière (NSFE II) (2019-2024). Ces stratégies nécessitent la collecte de données ventilées par genre au moyen d'enquêtes. Le programme est en cours de mise en œuvre et son impact global sera mesuré lors de l'examen à mi-parcours et à la fin de la période de mise en œuvre, en 2024.

2.53. La mise en œuvre du programme a été entravée par les ressources financières et humaines limitées allouées au programme et par le manque de connaissances financières de la population cible et des consommateurs en général. La volonté politique reste un facteur déterminant du succès du programme, tout comme l'établissement d'un nouveau partenariat entre le gouvernement et le secteur privé.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.33 Zimbabwe: plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole"**

2.54. La plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole" vise à autonomiser les femmes entrepreneurs en leur donnant accès à des informations commerciales financières et non financières. L'objectif du projet est de mettre en relation 50 millions de femmes à travers l'Afrique par l'intermédiaire d'une plate-forme en ligne. Les domaines visés par ce projet sont: i) l'accès aux informations commerciales (financières et non financières), ii) l'apprentissage (par les pairs), iii) le transfert de connaissances et iv) les idées et les possibilités commerciales. La plate-forme en ligne a été mise en service en juillet 2019 et plus de 3 000 femmes entrepreneurs s'y sont inscrites.

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.34 Zimbabwe: Fonds de développement des exportations**

2.55. Le Fonds de développement des exportations de la Zimbabwe (ZEDEF), géré par l'Agence de développement de la Zimbabwe (ZDA), est destiné à faciliter le financement des exportations. Le ZEDEF accorde des prêts à faible taux d'intérêt aux entreprises exportatrices et à celles qui ont le potentiel d'exporter. Les prêts sont principalement destinés à répondre aux besoins des exportateurs avant ou après expédition. À ce jour, le Fonds a collaboré avec diverses associations de producteurs qui représentent les intérêts de leurs membres, comme l'Association des femmes zimbabwaises travaillant dans les industries extractives (AZWIM).

Source: Base de données de l'OMC sur les politiques commerciales tenant compte de l'égalité des genres (à venir).

### **2.1.35 Zimbabwe: fourniture de services financiers accessibles aux femmes**

2.56. La Banque de microfinance des femmes du Zimbabwe (ZWMB) est une banque d'État qui a été créée pour soutenir l'inclusion financière et l'autonomisation économique et sociale des femmes en fournissant à ces dernières des ressources financières à faible coût. La ZWMB vise à atteindre la population non bancarisée et sous-bancarisée dans l'économie, y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

2.57. Entre 2018 et 2020, la ZWMB a constaté une augmentation du nombre de comptes d'épargne ouverts par des femmes. Au total, ces dernières ont ouvert 85 876 comptes de ce type. La ZWMB a également accordé 84 789 prêts à des femmes et décaissé 95 432 417 ZWL (264 000 USD).

2.58. La ZWMB a fait face à une pénurie de devises au moment d'acquiescer des systèmes technologiques solides. Elle s'est donc mise en rapport avec la Banque centrale pour obtenir les devises nécessaires. Les facteurs de réussite incluent la volonté politique – le gouvernement a fourni un soutien financier et moral –, ainsi que l'établissement de nouveaux partenariats stratégiques entre les organisations du secteur agricole, ce qui a permis aux agriculteurs d'accéder aux devises fortes.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.1.36 Zimbabwe: Fonds de développement pour les femmes**

2.59. Le Fonds de développement pour les femmes du Zimbabwe a été créé en 2005 pour remédier au manque de garanties chez les femmes et aux taux d'intérêt élevés appliqués par les banques. Parmi les prêts accordés, 75% sont destinés à l'achat de matériel et 25% sont versés en espèces pour financer le fonds de roulement. Les bénéficiaires sont formés avant tout décaissement au titre des prêts pour les projets. Le premier décaissement de 1 million d'USD a été effectué en 2010. Le

Fonds est administré par le Ministère des affaires féminines, du développement communautaire et des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de la People's Own Savings Bank (POSB). À ce jour, 1 917 groupes de femmes en ont bénéficié et 3 459 156 USD ont été décaissés, ce qui a donné lieu à plus de 9 585 possibilités d'emploi. Le Ministère a instauré un processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des activités du Fonds.

## **2.2 Principales initiatives menées par les institutions financières**

### **2.2.1 Bangladesh: cadre politique pour les institutions financières**

2.60. Le Département des PME et des programmes spéciaux du Bangladesh a élaboré et institué un cadre d'action qui sera mis en œuvre par les banques et les établissements financiers non bancaires. Ce cadre comprend des suggestions de politiques spécifiques, des plans de financement ciblés pour les PME, des programmes de refinancement et des programmes de formation. Les politiques en question visent aussi à ce qu'au moins 15% de l'ensemble des fonds destinés aux PME soient alloués à des entreprises détenues par des femmes. La Banque du Bangladesh a donné pour instruction aux banques et aux institutions financières d'annoncer publiquement toutes les facilités offertes par le cadre d'action sous forme imprimée et électronique. Grâce à cette campagne d'information intensive et ciblée, plus de 35 000 femmes entrepreneurs en devenir, dont beaucoup dans les zones rurales, ont pu lancer leurs activités. En 2018 et 2019, les banques et les établissements financiers ont prêté 8,93 milliards de BDT (106 millions d'USD) en capital et 256 milliards de BDT (3 milliards d'USD) à des fins de refinancement à des entreprises détenues par des femmes. De nombreuses banques et institutions financières au Bangladesh accordent désormais une priorité plus élevée aux femmes requérantes, ont des dispositions spéciales pour les entreprises détenues par des femmes qui ne peuvent pas obtenir de garanties et mettent en place des centres de conseil et de services spéciaux pour les femmes entrepreneurs.

2.61. Les femmes entrepreneurs et les entreprises détenues par des femmes au Bangladesh rencontrent plusieurs difficultés pour accéder au financement et aux services financiers, y compris les risques perçus de l'investissement dans des entreprises détenues par des femmes, le manque d'information sur les possibilités qui s'offrent aux femmes entrepreneurs et les retards dans le traitement des prêts. La volonté politique, l'implication des bénéficiaires et la transparence et la divulgation des renseignements ont été citées comme des facteurs de réussite.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.2.2 El Salvador: Banque de développement d'El Salvador (BANDESAL – Banco de Desarrollo de El Salvador)**

2.62. La Banque de développement d'El Salvador soutient la durabilité des MPME dirigées par des femmes salvadoriennes grâce à un certain nombre de lignes de crédit spécifiques, y compris la ligne de crédit pour la reprise économique des femmes entrepreneurs salvadoriennes. Fourni dans le cadre des lignes de financement de second rang de la BANDESAL, ce crédit favorise la reprise économique en facilitant l'accès au fonds de roulement et à l'investissement en immobilisations. Les autres lignes de crédit incluent une ligne de crédit spéciale et une ligne de crédit directe pour les femmes entrepreneurs. La première soutient les besoins en fonds de roulement et en immobilisations des femmes entrepreneurs (personnes physiques ou morales) qui souhaitent développer leurs activités et sollicitent un financement auprès des institutions intermédiaires admissibles. La seconde accorde un financement aux femmes entrepreneurs des MPME qui souhaitent investir dans des projets de production impliquant des dépenses d'équipement et des dépenses courante ou des frais de constitution de fonds de roulement.

### **2.2.3 Gambie: produit financier conçu pour les femmes entrepreneurs**

2.63. Reliance Financial Services – un établissement financier non bancaire – a mené une étude de marché détaillée en Gambie pour identifier les besoins et le potentiel commercial des produits et services financiers conçus spécifiquement pour soutenir les femmes entrepreneurs. Ces produits financiers incluent les microcrédits, les plans d'épargne et l'assurance-vie. Le montant moyen des prêts va de 100 à 500 USD en fonction de la capacité d'épargne. Les prêts ont généralement une durée de six mois, avec un délai de grâce de deux mois entre le remboursement du principal et le remboursement des intérêts, qui interviennent le 3<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> mois après le décaissement. Pour plus de 99% des femmes bénéficiant du programme, ce produit constitue leur première interaction

avec une institution financière formelle. Depuis son lancement, ce produit financier a permis à plus de 40 000 bénéficiaires en Gambie d'emprunter de l'argent. Les décaissements annuels en faveur des entreprises s'élèvent à 15 millions d'USD en moyenne, avec un taux de remboursement de 98%.

2.64. Les difficultés suivantes ont été identifiées: i) difficultés de financement dues aux taux de souscription élevés – ce qui a été réglé par l'instauration de lignes de crédit d'urgence avec les banques locales, ainsi que par l'obtention d'un financement auprès d'autres organisations offrant des prêts à des conditions de faveur; ii) coût de la fourniture des produits. Ce coût a été sous-estimé en raison des grandes distances entre certaines des communautés et les succursales, ainsi que du fait que les dossiers sont tenus manuellement. Le programme a permis de commencer à automatiser la tenue des dossiers financiers des groupes afin de surmonter cette difficulté et prévoit, à long terme, d'activer des comptes mobiles pour les membres aux fins des décaissements et du remboursement des prêts, en vue de réduire le plus possible les coûts de transport. Au niveau macroéconomique, le succès du programme est dû à l'établissement de nouveaux partenariats et à un niveau élevé de participation des bénéficiaires au programme.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

### **2.2.4 Maurice: prêts sans caution pour aider les entreprises détenues par des femmes à se développer dans les secteurs à valeur ajoutée**

2.65. La Banque de développement de Maurice offre un programme de prêts spéciaux destiné à aider les femmes entrepreneurs à créer des entreprises dans les secteurs à fort potentiel de valeur ajoutée, y compris le secteur manufacturier et l'agriculture. Les prêts accordés dans le cadre de ce programme sont plafonnés à 500 000 MUR et assortis d'un taux d'intérêt fixe préférentiel de 3%, la période de remboursement pouvant aller jusqu'à sept ans avec un moratoire d'un an au maximum. Ce prêt ne requiert pas de caution personnelle, ce qui constitue souvent un facteur d'exclusion économique pour les femmes. Il vise à couvrir jusqu'à 90% du coût d'un projet. À ce jour, plus de 300 entreprises détenues par des femmes ont bénéficié du programme. Depuis son lancement, plus de 20 millions de MUR ont été décaissés.

2.66. Le manque de connaissances et de compétences commerciales des requérants et le manque de communication sur les différentes options de financement nuisaient au fonctionnement du programme. Pour remédier à cela, des efforts de sensibilisation visant à informer les femmes entrepreneurs des différents programmes spécialisés dont elles disposent ont été entrepris.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

## **2.3 Initiatives menées aux niveaux international et régional**

### **2.3.1 Banque africaine de développement**

2.67. La Banque africaine de développement (BAfD) propose des financements abordables pour les femmes entrepreneurs, la formation des institutions financières et la réforme des cadres réglementaires afin d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises par le biais de l'AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa), une initiative panafricaine visant à combler le déficit de financement de 42 milliards d'USD auquel sont confrontés les femmes en Afrique – dont 15,6 milliards d'USD dans le secteur agricole. Les projets envisagés comprennent: i) un aspect financier: les prêts accordés aux femmes sont considérés comme plus risqués, celles-ci se voyant ainsi appliquer des taux d'intérêt prohibitifs – en outre, les femmes manquent souvent de garanties traditionnelles; ii) un aspect capacitaire: les institutions financières n'ont pas la capacité de comprendre les besoins des femmes entrepreneurs et d'y répondre de manière appropriée, ces dernières n'ayant souvent pas non plus le sens des finances et des affaires nécessaire pour répondre aux besoins des institutions financières; et iii) un aspect lié à l'environnement économique: dans de nombreux pays, les cadres juridiques et réglementaires entravent la pleine participation des femmes à la croissance du secteur privé.

### **2.3.2 Banque asiatique de développement: projet de ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises à Sri Lanka**

2.68. En 2016, la Banque asiatique de développement a mis en place une ligne de crédit de 175 millions d'USD par l'intermédiaire de 10 banques locales, à l'intention des PME mal desservies,

y compris les entreprises dirigées par des femmes. En 2018, l'impact du projet en faveur de l'égalité des genres a été renforcé par l'octroi d'une subvention de 12,6 millions d'USD au titre de l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs (We-Fi). Ce soutien élargi inclut un financement mixte sous la forme d'une ligne de crédit pour les PME et d'une subvention octroyée dans le cadre de la We-Fi, ainsi qu'un soutien pour le renforcement des capacités destiné aux femmes entrepreneurs, aux banques, aux organisations gouvernementales et à d'autres parties prenantes essentielles. 1 305 PME dirigées par des femmes ont bénéficié de la ligne de crédit de la BASD. Grâce au soutien additionnel fourni dans le cadre de la We-Fi en 2018, une subvention de 6,3 millions d'USD combinée à une ligne de crédit de la BASD de 25,2 millions d'USD a bénéficié à 637 PME dirigées par des femmes qui avaient auparavant un capital limité. Le renforcement des capacités est également en bonne voie. En février 2020, 187 femmes entrepreneurs avaient suivi une formation sur le développement des activités commerciales dans l'ensemble du pays. Des évaluations des disparités entre les genres ont été menées auprès de 10 banques participantes, 3 organisations gouvernementales et 2 chambres de commerce en vue d'améliorer les services que ces établissements offrent aux femmes.

2.69. Les difficultés rencontrées incluent les inégalités qui prédominent sur le marché du travail et dans les taux d'entrepreneuriat féminin. Le niveau élevé d'engagement et d'appropriation de la part du gouvernement a été essentiel pour garantir une mise en œuvre réussie et des changements de comportement durables au niveau institutionnel. L'établissement de partenariats avec les institutions financières locales pour réaliser les objectifs du projet, conjointement avec la mise en œuvre d'un système solide de suivi et d'évaluation et la fourniture d'une assistance technique, a également été nécessaire. Les efforts ont été soutenus par une campagne de diffusion proactive visant à sensibiliser les femmes potentiellement bénéficiaires et les banques à la manière d'accéder aux nouvelles possibilités offertes par le projet pour améliorer leurs pratiques commerciales. Ces enseignements soulignent qu'il est important de concevoir des solutions qui permettent de surmonter les multiples obstacles liés au genre auxquels les PME détenues par des femmes sont confrontées.

2.70. Compte tenu de ces difficultés, la BASD a aussi établi une note d'orientation sur la promotion de la coopération et de l'intégration régionales pour la reprise et la résilience, qui reconnaît la nécessité et préconise de soutenir l'entrepreneuriat féminin par le biais de la formation professionnelle et d'un meilleur accès au financement et à la technologie. Les domaines d'intervention peuvent inclure les suivants: a) promouvoir l'accès des femmes aux compétences commerciales (commerce électronique) et aux activités touristiques, b) aider les femmes des communautés frontalières à participer aux activités transfrontières, c) protéger les avantages offerts aux travailleurs migrants et d) permettre aux MPME dirigées par des femmes d'intégrer les chaînes d'approvisionnement et les activités commerciales transfrontières, entre autres. Les politiques recommandées comprennent l'identification de solutions du secteur privé pour surmonter les contraintes de capital, telles que des solutions de financement des chaînes d'approvisionnement/mesures d'incitation pour les institutions financières, entre autres.

### **2.3.3 Dispositions des accords commerciaux régionaux (ACR)**

2.71. Plusieurs Membres de l'OMC ont intégré dans leurs accords commerciaux existants des dispositions non contraignantes axées sur la nécessité d'améliorer l'accès des femmes au financement, en accordant une attention particulière aux femmes entrepreneurs, reconnaissant ainsi qu'il s'agit d'un obstacle à surmonter. Ces dispositions vont de la formation financière à l'assistance financière, en passant par les programmes d'alphabétisation; elles visent à faciliter l'accès aux prêts et aux crédits et à aider les femmes d'affaires à accéder aux instruments financiers. D'autres dispositions sont axées sur la mise en place de cadres juridiques, administratifs, institutionnels, techniques, fiscaux et financiers pour la création et le développement des MPME, y compris des petites entreprises des femmes entrepreneurs. En outre, certains États parties se sont engagés à éliminer l'ensemble des lois, réglementations et pratiques qui entravent l'accès des femmes à l'aide financière, y compris au crédit, notamment dans l'agriculture. Bien que ces ACR reconnaissent clairement les obstacles systémiques auxquels les femmes sont confrontées dans le commerce, l'investissement et l'accès au financement, ils ne sont pas nombreux. Ils ont aussi pour objectifs généraux de renforcer l'accès des femmes au financement, mais ils ne précisent pas le type de mesures spécifiques que les États parties prendraient pour y parvenir. En résumé, ils exposent ce qu'il faut faire mais pas comment le faire. C'est pourquoi ces ACR ne contiennent toujours pas de



stratégies et d'engagements concrets sur la manière dont les parties peuvent améliorer l'accès des femmes entrepreneurs au financement.<sup>7</sup>

### 2.3.4 Fonds d'équipement des Nations Unies: modifier les politiques et pratiques financières pour inclure les femmes

2.72. Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) dirige le programme SHIFT (Shaping Inclusive Finance Transformations) dans la région de l'ASEAN. Cette activité a été financée par le Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT) du gouvernement australien. Le programme SHIFT vise à améliorer le niveau de vie des groupes vulnérables en ouvrant la voie à l'inclusion financière numérique et en élargissant les possibilités de développement des entreprises, d'emploi et de participation économique. Il prévoit ainsi de stimuler l'investissement, les innovations commerciales et les réformes de la réglementation pour promouvoir l'inclusion financière et accélérer l'accès aux possibilités économiques pour les groupes marginalisés, y compris les femmes. Le programme comporte quatre composantes (politique et sensibilisation, données et analyse, formation et renforcement des compétences et subventions) et concerne le Cambodge, la RDP lao, le Myanmar et le Viet Nam (y compris l'ASEAN au niveau régional).

2.73. À ce jour, quatre nouveaux produits financiers ont directement découlé de cette initiative. Deux d'entre eux se trouvent au Myanmar et visent spécifiquement les femmes, tandis que les deux autres visent plus généralement les MPME et les jeunes et les jeunes accédants à la propriété au Cambodge. Des activités de formation sur les données ont aussi été menées dans le cadre du programme SHIFT au Cambodge, au Myanmar et au Viet Nam. Sur le plan politique, un résultat indirect a été l'approbation récente de la Stratégie nationale d'inclusion financière au Cambodge. Bien qu'elle n'ait pas été approuvée par suite de la formation dispensée dans le cadre du programme SHIFT, son élaboration a été partiellement éclairée par le programme. Les éclairages apportés dans le cadre du programme SHIFT ont donné lieu à des blogs, à des infographies et à un document de travail qui ont été présentés aux plates-formes régionales des organismes de réglementation de l'ASEAN pour partager les meilleures pratiques et éclairer l'élaboration des politiques.

2.74. Les facteurs qui ont joué un rôle essentiel dans le succès du programme SHIFT incluent l'établissement de nouveaux partenariats entre les fournisseurs de services financiers locaux et les organismes de réglementation, la participation des bénéficiaires aux enquêtes préalables à la formation et le déploiement de l'analyse des données pour faciliter le renforcement des capacités et le transfert de connaissances vers les acteurs du marché.

Source: <https://www.shetrades.com/outlook/home>.

## 3 RECOMMANDATIONS PRATIQUES: CONSIDÉRATIONS POUR LES GOUVERNEMENTS ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

3.1. Les professionnels de l'investissement, les gestionnaires d'actifs, les fonds d'investissement, les sociétés d'investissement privé, les institutions de financement du développement, les institutions de microfinance et les banques ciblant les MPME ont un rôle important à jouer pour ce qui est de répondre aux besoins financiers des MPME dirigées par des femmes. Un examen des bonnes pratiques met en évidence des recommandations clés pour les investisseurs qui souhaitent investir dans des entreprises détenues ou dirigées par des femmes<sup>8,9</sup>:

1. **Garantir l'adhésion interne.** Une stratégie d'investissement axée sur le soutien aux MPME dirigées par des femmes nécessite un engagement de la haute direction. La mise en place d'une stratégie interne et de changements au niveau du personnel afin de créer un point de coordination pour l'égalité des genres, comme la nomination d'un spécialiste de cette question, l'établissement d'un comité de l'égalité des genres ou la création d'un bureau de la

<sup>7</sup> Anoush Der Boghossian, Amrita Bahri, "Finding Feet on Trade Agreements: Empowering Women Entrepreneurs Amidst a Pandemic", (2023), 50, Legal Issues of Economic Integration, numéro 1, pages 13 à 40.

<sup>8</sup> Les recommandations présentées dans le présent recueil ont été élaborées par l'ITC en consultation avec les Présidents du Groupe de travail informel de l'OMC sur les micro, petites et moyennes entreprises et du Groupe de travail informel de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres.

<sup>9</sup> ITC. *Douze leçons sur l'investissement avec une perspective sensible au genre*. (2021).

transformation, peut aider à obtenir l'adhésion interne et à garantir que les stratégies d'investissement tiennent compte des questions de genre.

2. **Adopter un langage commun.** L'élaboration d'une stratégie d'investissement efficace et rentable nécessite une conception cohérente. Le besoin de cohérence est plus important lorsque la stratégie d'investissement est menée en partenariat avec les parties prenantes extérieures. Une condition préalable nécessaire à l'élaboration d'une stratégie d'investissement cohérente qui aide les MPME dirigées par des femmes est l'élaboration d'un langage commun et l'harmonisation des priorités.
3. **Utiliser les initiatives ou les compétences existantes comme point de départ.** Utiliser les renseignements existants et travailler avec des experts de l'égalité des genres et de l'investissement peut catalyser et accélérer les stratégies et processus d'investissement destinés à soutenir les MPME dirigées par des femmes.
4. **Mobiliser les réseaux pour donner de la visibilité aux entreprises.** Les partenariats entre les réseaux professionnels de femmes, les associations de femmes et les organisations commerciales peuvent aider à établir des liens avec les MPME dirigées par des femmes et leurs dirigeantes et les informer des possibilités de financement.
5. **Adopter une approche commerciale ciblée.** La commercialisation ciblée peut encourager les MPME dirigées par des femmes à recourir aux produits et services financiers existants.
6. **Nommer une personne ou créer une équipe chargée de l'égalité des genres.** Comme il est indiqué plus haut, une personne ou une équipe chargée de l'égalité des genres peut aider à garantir l'adhésion interne. Une fonction de ce type peut aussi être utilisée pour renforcer la confiance des MPME dirigées par des femmes et faire en sorte que les processus existants répondent de manière adéquate aux besoins commerciaux et financiers des femmes.
7. **Ajouter des produits et services non financiers.** L'accès au financement est une condition nécessaire mais pas suffisante pour permettre aux MPME dirigées par des femmes de prospérer. Un soutien et des services non financiers qui facilitent l'accès des femmes aux réseaux, à l'information et au mentorat sont essentiels pour garantir la réussite à long terme des entreprises.
8. **Renforcer les équipes.** La formation du personnel et l'inclusion des femmes dans la gestion des relations sont essentielles pour s'assurer que le personnel s'attaque aux préjugés inconscients, connaît le potentiel commercial des MPME dirigées par des femmes et est habilement incité à répondre aux besoins de ces entreprises.
9. **Adapter la proposition de valeur de l'entreprise.** Par rapport aux entreprises dirigées par des hommes, les MPME dirigées par des femmes rencontrent des difficultés particulières, notamment pour accéder à des garanties. Les entreprises devraient adapter leurs produits et établir des partenariats pour contourner les exigences inappropriées en matière de garanties et les taux d'intérêt élevés pour les MPME dirigées par des femmes.
10. **Étudier les possibilités de réduction des coûts de transaction.** Mobiliser les technologies établies et émergentes, y compris la technologie mobile, l'informatique en nuage et la chaîne de blocs, pour automatiser les tâches de souscription et de gestion des prêts peut réduire les coûts de transaction. La réduction de ces coûts peut ainsi faciliter les économies d'échelle qui permettent aux micro et petites entreprises de fournir des services financiers plus facilement et à moindre coût.

11. **Recueillir des données et mesurer les résultats.** Promouvoir l'investissement dans les MPME dirigées par des femmes nécessite de pouvoir accéder en continu à des données comparables et granulaires.
12. **Cibler les secteurs qui ont souffert pendant la pandémie de COVID-19.** Les MPME dirigées par des femmes sont concentrées dans des secteurs tels que le tourisme et les textiles, qui ont été les plus touchés par la pandémie de COVID-19. Pour mieux se remettre de la pandémie, il conviendra de mener des interventions ciblées et d'adopter des mesures visant à accroître la résilience des entreprises détenues et dirigées par des femmes face aux chocs exogènes.

#### **4 PROCHAINES ÉTAPES**

- 4.1. Principales questions issues du recueil pour les États membres.
  - 4.2. Futurs domaines de travail potentiels.
-

## ANNEXE

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
AFRIQUE DU SUD	Fonds pour les femmes; Programme d'aide sectorielle (SSAS)	Organisme public	-	-	-
ARGENTINE	Système des sociétés de garantie réciproque (SGR)	Organisme public	-	-	-
AUSTRALIE	Établissement de partenariats avec des investisseurs d'impact pour soutenir les PME détenues par des femmes	Organisme public	Département des affaires étrangères et du commerce	2016	En cours
AUSTRALIE	1) Pacific Trade Invest, 2) Pacific Private Sector Development Initiative IV, 3) Pacific RISE et 4) Pacific Financial Inclusion Programme	Organisme public	-	-	-
BANGLADESH	Les banques mettent en place des structures financières adaptées aux femmes	Secteur privé	Banque du Bangladesh	2010	En cours
BARBADE	Cadre de politique nationale pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises	Organisme public		2016	En cours
CANADA	Inclusion financière des micro, petites et moyennes entreprises	Organisme public	-	-	-
COLOMBIE	Fonds pour les femmes entrepreneurs (Fondo Mujer Emprende); FINAGRO; Plan national de développement de la Colombie (2018-2022); législation nationale "Pacte pour la Colombie", qui comprend un chapitre sur l'égalité des genres, le Pacte XIV pour l'égalité des genres.	Organisme public	-	-	-
CÔTE D'IVOIRE	Fonds de crédit pour le lancement et le développement des entreprises de femmes	Organisme public	Fonds d'aide aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI)	2012	En cours
ÉQUATEUR	Améliorer l'accès au financement pour les femmes rurales	Organisme public	Ban Ecuador	2019	En cours
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Stratégie pour la sécurité économique des femmes dans le monde	Organisme public	-	2023	En cours
FIDJI	Promouvoir la croissance durable des PME	Organisme public	Centre national pour le développement des petites et moyennes entreprises	2002	En cours
GAMBIE	Produit financier conçu pour les femmes entrepreneurs	Institution financière	Reliance Financial Services	2014	En cours
GUYANA	Women of Worth	Organisme public	Ministère des services sociaux et de la sécurité sociale	2010	En cours

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
KENYA	Un crédit abordable pour améliorer la vie des femmes	Organisme public	Fonds pour les femmes entrepreneurs	2007	En cours
MALAISIE	Financement pour les femmes en milieu rural	Organisme public	MARA (Conseil de tutelle pour la population)	2017	En cours
MALAWI	Promouvoir la transition des femmes du secteur informel avec un fonds de crédit	Organisme public	Ministère des questions de genre	2016	En cours
MALDIVES	Instruments financiers adaptés aux PME	Organisme public	Société de financement du développement des PME (SDFC)	2019	En cours
MAURICE	Prêts sans caution pour aider les entreprises détenues par des femmes à se développer dans les secteurs à valeur ajoutée	Institution financière	Banque de développement de Maurice	2019	En cours
MEXIQUE	Soutenir les femmes entrepreneurs avec des produits financiers ciblés	Organisme public	Nacional Financiera (NAFIN)	2015	En cours
NOUVELLE-ZÉLANDE	Soutenir les femmes exportatrices au moyen d'activités axées sur le renforcement des capacités et l'investissement	Organisme public	New Zealand Trade and Enterprise	2019	En cours
OUGANDA	Programme de l'Ouganda pour l'entrepreneuriat féminin (UWEP)	Organisme public	-	-	-
RWANDA	Prêts garantis par l'État pour permettre aux femmes d'accéder au financement	Organisme public	Ministère de la promotion de l'égalité des genres et des affaires familiales (MIGEPROF), Fonds de développement des entreprises, entre autres	2011	En cours
SÉNÉGAL	Accès au financement pour les femmes	Organisme public	Fonds national de promotion de l'entrepreneuriat féminin (FNPEF)	2004	En cours
SÉNÉGAL	Soutenir l'entrepreneuriat féminin par la microfinance	Organisme public	Fonds national de crédit pour les femmes (FNCF)	2010	En cours
SEYCHELLES	Subventions d'aide au démarrage des jeunes entreprises dirigées par des femmes	Organisme public	Agence pour les entreprises des Seychelles	2017	2021
SUISSE	MENA Financial Inclusion: programme "Women Banking Champions":	Organisme public	-	-	-
TOGO	Fonds national de la finance inclusive (FNFI)	Organisme public	-	2014	En cours
TUNISIE	Fonds d'appui à la compétitivité et au développement des exportations (TASDIR+)	Organisme public	-	-	-
UNION EUROPÉENNE	Fonds pour les femmes entrepreneurs (WEF)	Organisme public	-	-	-

Pays	Nom de l'initiative	Type d'organisation	Nom de l'organisation	Date de début	Date de fin
ZAMBIE	Favoriser la participation financière des femmes grâce à des stratégies inclusives	Organisme public	Ministère des finances	2019	2024
ZAMBIE	Plate-forme "50 millions de femmes africaines ont la parole"; Fonds de développement des exportations de la Zambie (ZEDEF)	Organisme public	-	-	-
ZIMBABWE	Fonds de développement pour les femmes	Organisme public	-	2005	En cours
ZIMBABWE	Fourniture de services financiers accessibles aux femmes	Organisme public	Banque de microfinance des femmes du Zimbabwe (ZWMB)	2018	En cours
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS DES CARAÏBES	WE-Xport	Organisme régional	Agence de développement des exportations des Caraïbes	2018	En cours
BAsD	Projet de ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises à Sri Lanka	Institution financière	Banque asiatique de développement	2016	En cours
FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES	Modifier les politiques et pratiques financières pour inclure les femmes	Organisation régionale ou internationale	Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)	2015	En cours